

Document 1

PREMIÈRE PARTIE

EXTRAIT DE LA BALANCE COMMERCIALE MAROCAINE EN 2002

Postes	Importations		Exportations	
	Poids en Tonnes	Montant en milliers de dhs	Poids en Tonnes	Montant en milliers de dhs
• Produits finis d'équipement industriel	343 125	24 257 783	78 996	6 382 744
• Produits finis d'équipement agricole	20 892	999 184	113	16 154
Total équipement	364 017	25 256 967	79 109	6 398 898
Total de la balance commerciale	30 041 660	127 646 011	21 202 343	84 537 730

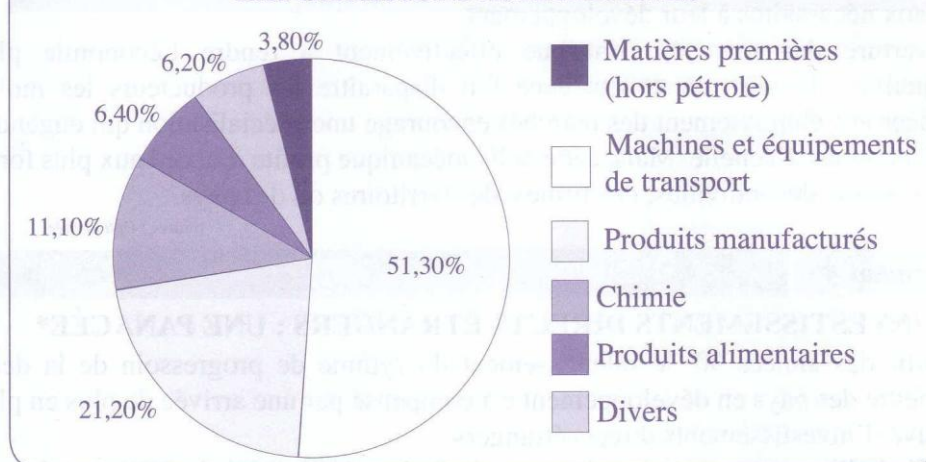
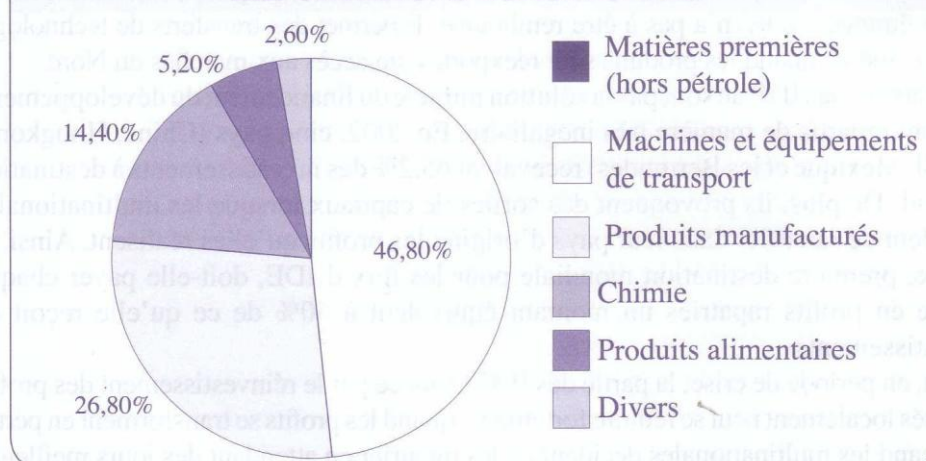
Source : Revue BMCE Bank n°290/2003

Document 2

QUI ÉCHANGE QUOI ?

Les pays développés produisent et utilisent à peu près les mêmes biens. C'est pourquoi les deux premières puissances, les Etats-Unis et l'Union Européenne, échangent beaucoup entre elles les mêmes types de biens. La différence se fait sur la qualité des produits ou sur le niveau de la gamme; elle correspond aussi à la volonté des acheteurs de diversifier leurs approvisionnements.

Le Sud leur fournit par ailleurs de l'énergie (pétrole), des matières premières et des marchandises bon marché en échange de produits manufacturés. La nature des biens échangés est cette fois différente et souligne les différences d'insertion dans l'économie mondiale.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS PAR TYPES DE PRODUITS EN 2001 (EN POURCENTAGE)**EXPORTATIONS AMÉRICAINES****EXPORTATIONS EUROPÉENNES**

Source: Alternatives économiques hors série 2004

Document 3**LIBRE ÉCHANGE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Depuis la fin du 18^{ème} siècle, la majorité des économistes affirme que le libre-échange est favorable au développement économique.

Si le commerce international s'est développé durant les phases de croissance de l'économie mondiale depuis la révolution industrielle, on ne saurait en déduire que l'ouverture a permis le développement.

Comme l'a montré l'historien Paul Bairoch, l'immense majorité des nations industrialisées se sont bien gardées de respecter les règles du libre échange pendant les premières phases de leur développement. Tous ces pays ont protégé leurs industries naissantes.

Mais, le refus du libre échange ne veut pas dire autarcie : ces mêmes pays ont su tirer parti de l'ouverture internationale pour s'approprier les méthodes de production et les technologies des pays les plus avancés. Ils ont également su mobiliser les capitaux nécessaires à leur développement.

L'ouverture des marchés contribue effectivement à rendre l'économie plus productive : la mise en concurrence fait disparaître les producteurs les moins efficaces et l'élargissement des marchés encourage une spécialisation qui engendre des économies d'échelle. Mais, cette belle mécanique profite d'abord aux plus forts, qu'il s'agisse des individus, des firmes, des territoires ou des pays.

Source : Option citée.

Document 4**INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : UNE PANACÉE***

A partir des années 90, le ralentissement du rythme de progression de la dette extérieure des pays en développement est compensé par une arrivée de plus en plus massive d'investissements directs étrangers.

De 1% de l'investissement dans les pays du Sud en 1980 (10% du PIB), ces flux en représentaient 10% (36% du PIB) en 2002. Contrairement à un emprunt, un investissement direct étranger (IDE) n'a pas à être remboursé. Il permet des transferts de technologie vers le Sud et, quand les produits sont réexportés, un accès aux marchés du Nord.

Pour autant, les IDE ne sont pas la solution miracle du financement du développement. Ils sont répartis de manière très inégale. En 2002, cinq pays (Chine, Hongkong, Brésil, Mexique et les Bermudes) recevaient 65,2% des investissements à destination du Sud. De plus, ils provoquent des sorties de capitaux lorsque les multinationales décident de rapatrier dans leur pays d'origine les profits qu'elles réalisent. Ainsi, la Chine, première destination mondiale pour les flux d'IDE, doit-elle payer chaque année en profits rapatriés un montant équivalent à 40% de ce qu'elle reçoit en investissements.

Enfin, en période de crise, la partie des IDE financée par le réinvestissement des profits réalisés localement peut se réduire fortement : quand les profits se transforment en pertes ou quand les multinationales décident de les rapatrier en attendant des jours meilleurs.

Panacée : remède universel

Source : Alternatives économiques hors série n°58 ; 4^{ème} trimestre 2003

Document 5

Les transferts de fonds réalisés par des travailleurs à l'étranger, dans les dix premiers pays bénéficiaires, en milliards de dollars : (année de référence 2002)

Inde	10,0
Mexique	9,9
Philippines	6,4
Maroc	3,3
Egypte	2,9
Turquie	2,8
Liban	2,3
Bangladesh	2,1
Jordanie	2,0
République dominicaine	2,0

En plus des investissements directs étrangers, les transferts de fonds en provenance des émigrés représente une ressource d'importance croissante pour nombre de pays du Sud. Avec 80 milliards de dollars en 2002, selon la Banque mondiale, ils s'inscrivent désormais en deuxième place de leurs financements extérieurs.

Bien que moins volatiles* que les investissements financiers, ces flux dépendent quand même du cycle conjoncturel des pays du Nord. Leurs effets sur le développement sont discutés. L'Inde en est le premier bénéficiaire, mais ces flux financiers sont la contrepartie de la fuite des cerveaux, les ingénieurs indiens, bien formés, partent travailler à l'étranger.

instables, irréguliers

Source : Option citée

PREMIER TRAVAIL À FAIRE :

1 A partir du document 1 :

a. Reproduire et compléter le tableau suivant : (arrondir au centième le plus proche)

ELÉMENTS	TAUX DE COUVERTURE
• Produits finis d'équipement industriel	
• Produits finis d'équipement agricole	
• Produits finis d'équipement (Total)	
• Total du pays	

b. Commenter les résultats obtenus.

2 A partir du document 2 :

a. Interpréter la structure des échanges des pays industrialisés entre eux.

b. Peut-on en déduire que la théorie des dotations en facteurs se vérifie pour les pays développés ? Justifier.

3 Peut-on avancer que l'insertion de l'économie marocaine dans l'économie mondiale est favorable ?

Justifier en invoquant au moins trois arguments, en se référant aux documents 1, 2 et 3.

- 4 a. Que signifient les expressions soulignées du document 3 ?
b. Citer deux caractéristiques des NPI (nouveaux pays industrialisés) liées à leur commerce extérieur.
- 5 Montrer que la théorie de l'échange inégal se trouve, relativement confortée (renforcée) par la réalité de la mondialisation des échanges.
- 6 a. Présenter sous forme de tableau, deux effets positifs et deux effets négatifs du libre-échange sur le développement des économies.
b. Expliquer comment les pays industrialisés ont pu profiter du libre échange.
- 7 Distinguer entre investissement direct et investissement de portefeuille.
- 8 En vous aidant de vos connaissances personnelles et de documents 4 et 5, reproduire et compléter le document suivant en indiquant au moins deux avantages et deux inconvénients pour chaque élément.

Eléments	Avantages	Inconvénients
Emprunts extérieurs		
Investissement direct à l'étranger (IDE)		
Transferts des fonds des émigrés		

Document 6

DEUXIÈME PARTIE

123 MILLIARDS DE DIRHAMS DE RÉSERVES DE CHANGE

- Deux milliards de dirhams de préjudice pour le phosphate.
- Les gains sont nuls pour la confection du fait de la «dollarisation» de la concurrence asiatique.

Si en 2000 et 2001, nos exportateurs se plaignaient de l'appréciation du dirham (dûe à la faiblesse de l'euro à l'époque), cette fois -ci, c'est la baisse du dollar qui entraîne une vive réaction de leur part.

Compte tenu de la géographie de débouchés du textile marocain à l'export, on aurait pu croire que l'appréciation de l'euro serait un coup de pouce à la compétitivité prix des articles de sous-traitance. En effet, les transactions des entreprises du secteur à l'extérieur sont essentiellement libellées en devise européenne. Il n'en est rien en réalité. La majorité des achats provient de l'Europe.

La concurrence asiatique d'où provient la moitié de la production mondiale du textile se frotte les mains. Pour toute la zone libellant ses échanges en dollar, la dépréciation de la devise américaine constitue un stimulant pour les échanges extérieurs de ces pays, du moins dans le textile.

Le phosphate, un des principaux produits à l'export du Maroc, souffre doublement : à la baisse du billet vert s'ajoute celle des cours. Le préjudice pour l'OCP pour la seule année 2003 est évalué à près de 2 milliards de dirhams.

Les gains en revanche sont à chercher du côté du pétrole où les économies sur devises

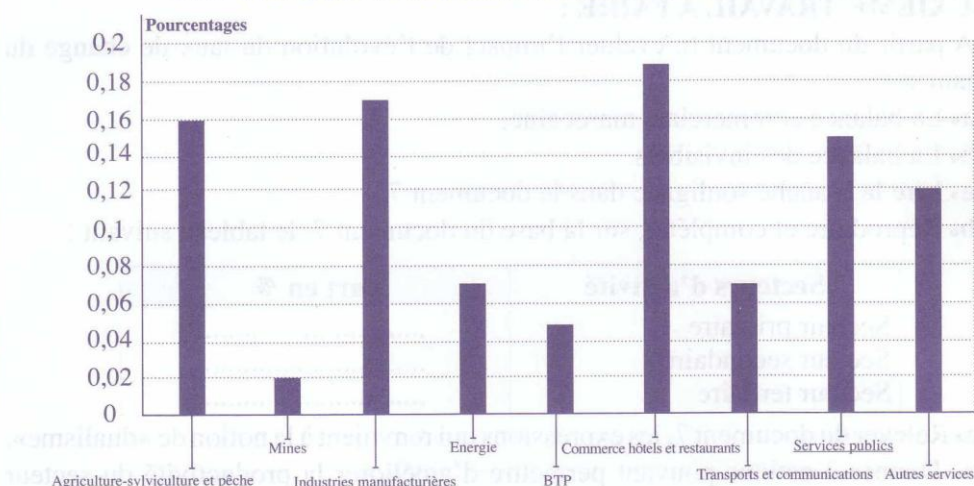
s'élèvent à 5 milliards de dirhams sur les dix premiers mois de l'année. Une partie est certes imputable au recul du volume des importations, mais l'essentiel provient de la baisse du dollar, monnaie de transaction de la plupart des matières premières. Idem pour les céréales dont la baisse des achats à l'étranger rapporte 1,5 milliard de dirhams d'économies. Les effets de la bonne campagne céréalière de l'année dernière sont donc là. La cagnotte* de réserves de change est confortée pour représenter jusqu'à 13 mois d'importations, soit 123 milliards de dirhams.

*cognotte : réserves de change disponibles

Source : *L'économiste* du 29/12/2003 (texte adapté)

Document 7

VENTILATION PAR BRANCHES DU PIB EN 2001



Le secteur agricole marocain est caractérisé par la coexistence d'une agriculture traditionnelle, peu mécanisée et fortement dépendante des conditions climatiques, pratiquée sur des exploitations de petite taille, avec une agriculture moderne sur de grandes exploitations et orientée vers les cultures maraîchères et d'agrumes destinées à l'exportation. Le PIB hors agriculture a augmenté, en termes réels en 2001, de 3,7 % contre 2% en 2000. Cette amélioration s'explique par les bonnes performances des secteurs comme le BTP (bâtiment et travaux publics), les mines et l'énergie et dans une moindre mesure, de l'industrie et des services.

Source : *Perspectives économiques en Afrique*, OCDE 2003

Document 8

DE LA FISCALITÉ AU MAROC

	Pourcentage moyen des recettes fiscales	
	Entre 1980 et 1985 (avant la réforme)	2002
Impôts directs	25	34,6
Droits de douane	24,9	14
Impôts indirects	40,2	45,7
Enregistrement et timbre	9,9	5,7

La pression fiscale a enregistré une hausse au Maroc. Elle est passée de 18,9% en 1998 à 21,9% en 2002. Ce taux devient plus important si l'on considère le PIB hors agriculture (le secteur agricole étant exonéré d'impôt).

La politique budgétaire marocaine est une politique de surfiscalisation, elle mène à long terme à un déficit budgétaire qui fragilise la croissance.

Contrairement à la logique économique pure, « la production fiscale » n'est que très peu corrélée à la croissance économique. On peut observer cependant que l'écart entre ces deux grandeurs commence à se resserrer : en 2002, les recettes fiscales ont augmenté de 4,2% et le PIB, de 3,2%. On est loin des cinq points de différence des années 90.

Source : Revue BMCE Bank n° 273/ 2000
Rapport Bank Al Maghrib. 2002

DEUXIÈME TRAVAIL À FAIRE :

9 A partir du document 6, évaluer l'impact de l'évolution du taux de change du dirham sur :

- a. La balance commerciale marocaine;
- b. La balance des invisibles.

10 a. Lire la branche soulignée dans le document 7.

b. Reproduire et compléter, sur la base du document 7, le tableau suivant :

Secteurs d'activité	part en %
Secteur primaire	
Secteur secondaire	
Secteur tertiaire	

11 a. Relever du document 7, les expressions qui renvoient à la notion de « dualisme ».

b. Donner 3 actions pouvant permettre d'améliorer la productivité du secteur agricole, compte tenu des caractéristiques mentionnées dans le document 7.

12 Commenter l'évolution de la structure des recettes fiscales, au Maroc.

13 Expliquer la phrase suivante : « une politique de surfiscalisation fragilise la croissance ».